



LÀ, ÇA DEPASSE LES BORNES !!!

Depuis maintenant 5 mois, la fusion est devenue une réalité dans le département : les services de direction à l'été et l'ouverture des premiers SIP au 1er octobre et au 1er décembre. Il est incontestable d'affirmer que cette réforme n'a en rien facilité l'accès de l'utilisateur à nos services, n'a en rien amélioré les conditions d'exercice de nos missions, qu'elles relèvent de l'ex-DGCP, comme de l'ex-DGI. Une procédure emblématique de ce guichet fiscal unique est l'application GAIA. La lourdeur de cet applicatif n'est absolument pas la réponse que l'utilisateur peut attendre de nos services.

Pour couronner le tout, la DGFIP rend au budget de l'Etat plus de 2 500 emplois. Cette politique insensée de non remplacement de plus d'un départ sur deux à la retraite, car encore une fois notre Ministère veut faire plus et mieux que les autres, met nos missions en réel péril.

Dans le département, c'est 74 suppressions d'emplois, soit plus d'un par structure. Les conditions de travail sont d'ores et déjà inacceptables et ne pourront pas supporter de nouvelles suppressions d'emplois.

IL Y A URGENCE À AGIR

Non contente d'acquiescer ces suppressions d'emplois, la Direction locale a donné satisfaction au Préfet pour mettre à disposition un nombre surréaliste de fonctionnaires de la DDFIP 92 au service du plan de vaccination décidé par le président de la République. La situation dans les postes et les services est insupportable face aux 200 emplois manquants à ce jour, il n'est pas concevable de mettre près de 100 collègues supplémentaires par jour au service du Préfet. D'autant plus que, par un élan volontariste (à croire que dans le département des Hauts-de-Seine, la réglementation ne s'applique pas de la même manière), la Direction locale va au-delà des demandes des Ministres de l'Intérieur et de la Santé, faisant courir le risque aux non volontaires d'un ordre de réquisition par le Préfet. Celui-ci aurait été éclairé de faire appel aux nombreuses bonnes volontés qui ont du temps et un besoin d'argent que la crise économique et le gouvernement ont jeté au Pôle Emploi ces derniers mois.

Le 14 décembre prochain est convoqué un CTPD qui va entériner les 74 suppressions d'emplois supplémentaires pour 2010. Les sections départementales CGT Impôts et Trésor vous demandent de vous mobiliser pour exiger :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- Le comblement sans délai des vacances d'emplois,
- L'arrêt de la mise en place des services fusionnés,
- L'arrêt des pressions hiérarchiques,
- L'arrêt des réquisitions de personnel pour le plan de vaccination.

Un préavis de grève a été déposé sur le bureau de Monsieur BOURGEON afin de permettre à chacun d'entre nous d'exprimer notre colère légitime.

Un rassemblement est prévu lundi matin à l'espace CHEVREUL à Nanterre à partir de 9 heures pour accompagner les représentants en CTPD et interpeller la direction locale.

Ici, comme ailleurs, il n'est plus supportable de subir les agressions répétées du gouvernement qui, maintenant, nous demande de nous mobiliser pour assurer le succès de sa campagne de vaccination.

Les agents des Hauts-de-Seine ne peuvent plus supporter les pressions de leur hiérarchie pour assurer le succès de la mise en place de la DDFIP.

Les agents des Hauts-de-Seine demandent de la considération, du respect et des moyens pour assurer leurs missions.

POSTE	EFFECTIF 2009	EFFECTIF 2010	VARIATION
TG	137	140	+ 3
RF	10,50	10	- 0,50
EMRD SPL	16	14	- 2
EMRD REC	11	11	-
EMRR SPL	2	1	- 1
EMRR REC	2	1	- 1
ASNIERES IMPOTS	14,50	14	- 0,50
RM ASNIERES	12	10	- 2
TP BOULOGNE	21	20,50	- 0,50
RM BOULOGNE	16,50	11,50	- 5
TP CLICHY	11,50	12	+ 0,50
RM CLICHY	16,50	16,50	-
COLOMBES IMPOTS	22,50	21,50	- 1
RM COLOMBES	17,50	17	- 0,50
TP COURBEVOIE	13	12,50	- 0,50
RM COURBEVOIE	13,50	13	- 0,50
GENNEVILLIERS	22	21,50	- 0,50
ISSY LES Mx	14,50	5,50	- 9
SIP ISSY LES Mx		8	+ 8
TP LEVALLOIS	11	11	-
RM LEVALLOIS	8	8	-
TP NANTERRE	22,50	21	- 1,50
RM NANTERRE	30,50	27	- 3,50
NEUILLY IMPOTS	11,50	11	- 0,50
RM NEUILLY	15	14,50	- 0,50
RM PUTEAUX	26	26	-
RM RUEIL	10	11	+ 1
SAINT CLOUD	21	21,50	+ 0,50
SURESNES IMPOTS	14,50	13,50	- 1
VILLENEUVE LA GAR.	9,50	9,50	-
TP OPDH	22	22	-
TP AMENDES	35	35	-
PAIERIE DEP.	34	34,50	+ 0,50
RM ANTONY	16	13,50	- 2,50
TP BAGNEUX	15	15	-
TP CHATILLON	10,50	10	- 0,50
TP CLAMART	12	12	-
TP MALAKOFF	12,50	12	- 0,50
RM MEUDON	14	15,50	+ 1,50
MONTROUGE	17,50	11	- 6,50
SIP MONTROUGE		6,50	+ 6,50
TP SCEAUX	22	20,50	- 1,50
RM SCEAUX	13	13,50	+ 0,50
SEVRES IMPOTS	12	11,50	- 0,50
TP VANVES	7,50	7	- 0,50
TOTAL	796	774	- 22

74 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

51 EN FILIERE FISCALE

23 EN FILIERE GESTION PUBLIQUE

Les conséquences de ces suppressions vont être désastreuses pour le réseau. Tous les secteurs d'activité vont être touchés et plus particulièrement le secteur public local. **Celui-ci concentre la moitié des suppressions d'emplois.** Comment se targuer de promouvoir une nouvelle offre de service aux collectivités locales alors qu'on leur enlève des interlocuteurs ?

Certains postes voient leur effectif amputé de plus de 10 % :

RM ASNIERES : 17%

RM BOULOGNE : 30%

RM NANTERRE : 11,50%

RM ANTONY : 16%

Avec des situations pour le moins paradoxales, car si, en effet, des transferts de missions peuvent agir sur les effectifs, il est absolument inacceptable que ces opérations soient le prétexte à supprimer des emplois :

- Le transfert de la gestion des HLM et de la gestion de l'intercommunalité de Boulogne vers Meudon entraîne la perte de 3,5 emplois.

- Antony qui a récupéré la gestion de 1 000 logements de l'OPDH se voit supprimer 2,5 emplois.

La situation dans les SIP n'est pas plus florissante car, là aussi, c'est le prétexte à suppression : 5,5 emplois dans les SIP ouverts en 2009 et 3 dans les ouvertures 2010.

**LA SITUATION DANS
LES SERVICES EST
INSUPPORTABLE**

LUNDI 14 DECEMBRE

**TOUS EN GREVE ET AU
RASSEMBLEMENT**

**9H00 ESPACE CHEVREUL
(là où on passe les concours)**

NANTERRE